

Syrie : arrêt immédiat de tous les bombardements ! Assez de collaboration avec les dictateurs !

Dans la région d'Idlib depuis fin avril, les bombardements se sont fortement intensifiés. Menés par le régime syrien et par la Russie, ils ont entraîné le déplacement de plus de 100 000 civils en une semaine (du 29 avril au 6 mai), tué plus de 100 civils, ciblé plus de 18 centres médicaux.

La France, "préoccupée" par les bombardements... et par ses alliances

Le 7 mai, Macron a "tweeté" : *"extrême préoccupation face à l'escalade de violence dans la région d'Idlib. Les frappes du régime et de ses alliés, y compris sur des hôpitaux, ont tué de nombreux civils ces derniers jours."*

Comme à l'habitude, Macron a évité de nommer ces "alliés" qui massacrent avec Assad le peuple syrien : la Russie et les forces liées à l'Iran. La Russie, c'est le seul allié de Assad dans les airs, et c'est cet allié qui a la préférence de Macron en Syrie. Comme il le rappelait encore à Istanbul en octobre 2018 : *"Nous comptons sur la Russie pour exercer une pression très claire sur le régime qui lui doit très clairement sa survie"*. Aussi Macron doit-il à tous prix éviter de nommer Poutine lorsque ce dernier massacre le peuple syrien.

Objectif : maintenir un régime en ruine

Macron compte sur Poutine car il veut que la France contribue *"à la reconstruction de la Syrie", "à condition qu'un processus politique crédible soit fermement enclenché, conforme à la résolution 2254, conduisant à une réforme constitutionnelle et à la tenue d'élections libres et crédibles, sous la supervision des Nations unies"*. Pour sûr Poutine s'attelle à la tâche : il essaye, avec l'Iran (tout en étant en concurrence avec ce pays), de reconstruire l'armée syrienne et de mettre un peu d'enduit de façade pour rendre le régime plus présentable.

C'est sur cet enduit à la Russe que compte la France, mais aussi l'ONU : la résolution 2254 de l'ONU (décembre 2015) montre que tous les pays impliqués en Syrie sont d'accord pour, notamment, maintenir le régime (avec un gouvernement transitoire "inclusif"), ne désigner comme "terroristes" que Daesh, al-Nosra (qui oppresse les populations à Idlib) et leurs affidés, et passer sous silence le régime Assad, les forces liées à l'Iran et la Russie (qui sont directement responsables de plus de 91% des civils tués en Syrie depuis 2011).

L'aide économique de l'Europe est une urgente nécessité pour le régime et ses alliés. Le régime syrien s'enfonce dans une crise économique de plus en plus profonde, liée à la guerre et à la corruption, mais aussi aux récentes sanctions des USA (contre le régime syrien et l'Iran). Cette crise nourrit une crise politique, et de plus en plus de Syriens qui avaient jusqu'alors soutenu le régime se mettent à le critiquer. Ainsi l'assaut de Assad, de la Russie et des forces liées à l'Iran sur Idlib est aussi d'une urgente nécessité politique, pour le régime et ses alliés.

La France et l'hypocrisie d'une solution "pacifique"

Le 7 mai, dans son second tweet, Macron a précisé : *"aucune option militaire n'est acceptable. Nous demandons l'arrêt des violences et soutenons l'ONU en faveur d'une nécessaire solution politique."*

La solution politique de l'ONU, c'est celle de la résolution 2254, qui traduit une ingérence incontestable en Syrie, et qui couvre les massacres provoqués par Assad, de la Russie et de l'Iran. Comme à l'habitude, Macron oppose cette "solution politique", sous-entendue pacifique, à une "option militaire". Comme si la France n'avait pas joué et ne jouait pas encore

une carte militaire en Syrie, différente certes de celle de Assad, Khamenei et Poutine. Par exemple, la France a accepté, à la demande des USA, qu'aucune arme anti-aérienne légère ne soit livrée aux populations qui se faisaient massacrer par les bombes lâchées par le régime de Assad et par la Russie (d'autres petites armes ont été envoyées) ; la France a soutenu l'accord Russie-USA de "désarmement chimique" du régime Assad, de 2013 (donnant ainsi un blanc-seing à ce dernier pour massacrer le peuple syrien avec tout autre type d'armes) ; la France a soutenu l'accord Russie-USA de coopération dans la lutte contre Daesh et al-Nosra de 2016 ; enfin la France intervient militairement en Syrie contre Daesh depuis 2015 avec des bombes et, au sol, des militaires. L'action de la France en Syrie est militaro-politique. Elle est guidée par ses propres intérêts et contre tout mouvement révolutionnaire. Et en Syrie, elle se fait notamment en coopération ouverte avec l'un des bourreaux du peuple syrien : Poutine.

Coopération militaire France - Russie

En plus des accords USA-Russie qu'elle a soutenus, la France coopère depuis plus de trois ans et demi avec la Russie dans le ciel syrien, pour éviter les collisions entre les avions militaires français qui sont censés bombarder Daesh et les avions russes qui sont censés bombarder les "terroristes". Mais cette coopération ne s'est pas arrêtée là : des "frappes coordonnées" contre Daesh ont été annoncées par Hollande en 2015, un groupe de travail franco-russe de "lutte contre le terrorisme" a été mis en place par Macron. Ces coopérations ne font que légitimer l'action russe depuis 2015 et notamment l'actuelle offensive dans la région d'Idlib.

Et les bombes et massacres des uns (1600 civils tués à Raqqa par la coalition internationale dont fait partie la France, plus de 3000 depuis 2014 en Syrie, entre 7000 et 13000 pour la Syrie et l'Irak) ne font que légitimer les bombes et les massacres des autres (plus de 6200 civils massacrés par les bombes russes depuis 2015). Si les multiples bombardements russes contre les écoles (plus de 180), les centres médicaux (plus de 180) et les marchés (plus de 50) témoignent d'une volonté ouverte de la Russie de liquider la révolution populaire syrienne, la France et les USA ne sont pas en reste : toutes leurs interventions depuis 2011 en Syrie ont été guidées par la volonté de tout faire pour maintenir le régime syrien et sauver leurs intérêts (menacés par Daesh) ou trouver de nouveaux espaces à contrôler. Et pour maintenir le régime syrien, il a fallu collaborer avec ses alliés : avec Poutine notamment et cette coopération, tout d'abord militaire, s'est accrue et a été déclinée de différentes façons ces derniers temps.

Coopération politique France-Russie

C'est le cas avec l'action de François Sémeneaud début mars : ce dernier s'est rendu à Moscou, pour des négociations, concernant "la situation dans le gouvernorat d'Idlib" et le "lancement du Comité constitutionnel de la Syrie". Sémeneaud est le "représentant personnel du Président de la République, ambassadeur pour la Syrie" depuis le 27 août 2018. Un rôle créé pour combler le "vide" dû à l'absence d'ambassadeur de la France en Syrie depuis 2012. Le journal *Asharq al-Awsat* indique que l'objectif de la France était de réactiver un processus politique bloqué : en abandonnant l'idée de rédiger une nouvelle constitution pour la Syrie, et en amendant la constitution actuelle. Paris-Moscou discutant de la constitution... syrienne : pour sûr, les gouvernements français et russes n'ont que faire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Coopération humanitaire France-Russie

La coopération France-Russie est aussi politico-humanitaire : en juillet 2018, 400 000 euros d'aide humanitaire française ont été pris en charge par des avions militaires russes et acheminés en Syrie. 49,6 millions d'euros de ce type de collaboration humanitaire franco-russe devait suivre, Macron l'avait annoncé il y a un an, en mai 2018. À Istanbul le 27 octobre, Macron rappelant cette collaboration expliquait : "Nous devons poursuivre cette action conjointe avec la Russie et la Turquie". La Russie qui participe aussi au siège du camp de déplacés de Rukban et négocie avec la Turquie (qui a fermé ses frontières) des "échanges" de territoires syriens sur le dos des populations.

La collaboration France-Russie en Syrie est une collaboration contre le peuple syrien. Obtenir qu'elle cesse ne pourrait être qu'un point d'appui pour imposer la fin de tous les bombardements en Syrie et le retrait des forces étrangères, la libération de tous les prisonniers politiques, la fin du siège de Rukban. Aucune collaboration avec des dictateurs n'est acceptable. La revendication du peuple syrien pour le départ de Assad et la fin de son régime, immédiatement et sans condition, est légitime. La résolution de l'ONU 2254 va à l'encontre de ces aspirations et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : elle doit être dénoncée.